

INSERIONS

S'adresser de 10 heures du matin à 2 heures du soir, 46, rue 3 sept.

Toute la correspondance devra être dirigée au Directeur.

Les manuscrits, insérés ou non, ne sont pas rendus.

Téléphone « La Cooperativa » N° 339.

Imprimé en los talleres de la Imp. LATISA.

COURRIER FRANCO-ORIENTAL

JOURNAL DU SOIR

Rédacteur en chef: J. G. Borer. Rédaction et Administration: rue URUGUAY 26.

ABONNEMENTS

	Montevideo	Campaña
Un mois	\$ 1.00	\$ 1.20
Trois mois	\$ 3.00	\$ 3.60
Six mois	\$ 5.50	\$ 6.60
Un an	\$ 10.00	\$ 12.00
Número du jour	\$ 0.04	
ancien	\$ 0.10	

Les abonnements partent du premier et du quinze de chaque mois.

Les réductions pour semestres et année ne portent que sur souscriptions payées d'avance.

Le bon serviteur

Paris, 23 septembre.

Le dernier courrier de Madagascar nous apprend l'heureux succès du voyage entrepris par le général Gallieni dans les provinces de l'île où la soumission n'était pas encore complète. Le gouverneur général a échappé à un accident de bateau à Fort-Dauphin. C'est un grand bonheur pour la colonie et pour la France, car jamais notre patrie n'a été servie au loin par un administrateur plus intelligent, plus clairvoyant, plus dévoué.

Mon illustre camarade et ami accompli là-bas l'œuvre utile, sans s'occuper des vains bruits de la politique, sans se soucier des intrigues qui ont, un moment, risqué de contrarier sa mission.

Son exemple fait honneur à notre armée. Il prouve que ses chefs les plus énergiques, ceux qui sont le plus capables d'employer la force, alors qu'elle est nécessaire, savent aussi organiser la paix et faire fructifier, dans les territoires lointains et neufs qui leur sont confiés, les richesses naturelles ou industrielles dont tant d'administrateurs civils, dont c'est pourtant la spécialité et le métier, semblent avoir un trop rare souci.

Le succès de Gallieni prouve encore autre chose. La mise en valeur de nos colonies dépend absolument du mérite des hommes qui en sont chargés. Cela ressemble à une maxime, mais n'en est rien pourtant, puisque cette vérité à la Paix semble si souvent méconnue par nos gouvernants.

Nos deux plus brillantes colonies aujourd'hui sont la Tunisie et Madagascar. La première a toujours été considérée comme un poste extrêmement enviable pour les meilleurs agents du ministère des affaires étrangères. Elle a donc été confiée à des hommes de valeur largement rémunérés. La seconde se trouve en ce moment d'ignorer, grâce aux nécessités de la pacification, par un de nos plus brillants officiers. On voit les résultats de ce choix exceptionnel de fonctionnaires recrutés au sommet des carrières auxquelles ils appartiennent. Or, par suite de détestables errements du passé, il s'en faut de beaucoup que l'administration coloniale écarte l'administration française en général.

Gouverneurs et résidents ne sont pas nommés par une sélection opérée parmi les fonctionnaires les plus capables et les mieux notés. Il semble, au contraire, que l'on s'attache à confier ces postes, devenus aujourd'hui si importants, à des hommes favorisés par des protections, mais dont les services ne sont pas recherchés par la métropole. Il va sans dire que je ne parle pas des grands gouvernements généraux de l'Indo-Chine ou de l'Algérie, qui sont réservés aux besoins politiques... Mais le personnel colonial de carrière n'est pas, aux exceptions, recruté dans le « gratin » des fonctions publiques. D'ailleurs, les emplois ne sont pas assez rémunérés pour tenter les meilleurs.

Pourtant, l'exploitation méthodique et efficace de notre immense domaine d'outre-mer exige un ensemble de qualités qui ne se trouvent réunies que chez des hommes supérieurs.

Le général Gallieni en est abondamment pourvu.

Je n'ai pu lire sans une véritable émotion sa belle circulaire que publie le « Journal officiel de Madagascar » du 12 mai. C'est un vrai chef-d'œuvre de netteté, d'ingéniosité, de prévoyance coloniale.

Le gouverneur s'occupe de ressusciter d'anciennes industries malgaches qui ont disparu ou se sont atrophiées dans l'Empire. Il veut aussi développer et perfectionner celles qui survivent. Il a remarqué l'intelligence, l'habileté manuelle des Hovas. Il s'est souvent que ces industries leur ont été apprises par des Européens, notamment les Français Laborde, et qu'il suffirait, pour leur rendre leur prospérité d'autrefois, de faire revivre ces traditions.

En conséquence, le général a fondé, en 1897, une école professionnelle qui donne déjà les meilleurs résultats. Mais, dans un pays nouveau, l'administration doit aussi régler, et encourager. C'est pourquoi il a pris des mesures pour que les indigènes cessent de laisser perdre des produits naturels utiles à l'industrie, tels que les peaux de bœuf ou les soies de porc.

Il a, en outre, recommandé la multiplication des ruches et enseigné le perfectionnement des procédés pour l'extraction de la cire.

Mais ce n'est pas assez. Le gouverneur veut être instruit des matières premières que fournit l'Empire, du mode de travail employé par les manufactures, de l'emploi de la main-d'œuvre. Il est probable qu'un autre administrateur eût nommé, pour procéder à cette enquête, une légion de fonctionnaires français. Le général Gallieni a jugé plus politique, plus utile de s'adresser aux indigènes eux-mêmes. Il a donc nommé, pour chaque province de l'Empire, des commissions locales et exclusivement malgaches. Ainsi il entreprend l'éducation du peuple indigène qui lui est confié. Il l'associe à ses travaux, il l'attache à la France en lui témoignant confiance; il unit pour une œuvre commune les deux races et relève la dignité des vaincus.

En même temps, le général annonce

qu'il a expédié en France des échantillons des produits de l'industrie malgache, et qu'il demande aux artistes et industriels français des conseils au sujet des perfectionnements à leur apporter.

Il avertit enfin les indigènes chargés de l'enquête, que la valeur de leurs travaux lui servira de base pour apprécier jusqu'à quel point le gouvernement de la colonie pourra utiliser leur concours.

Je regrette que le défaut d'espace n'ait empêché de reproduire en extenso cette admirable circulaire qui, sur un objet particulier, contient tout un cours de colonisation.

Et qui empêchera nos artisans d'aller là-bas coopérer au développement des industries malgaches, de servir aux indigènes de professeurs et de contre-maitres, si le génie hova n'est plus assez fécond pour se passer des auxiliaires européens? Mais ce qu'il faut surtout, et ce que le général Gallieni veut, c'est que nos colonies rapportent, qu'elles produisent, qu'elles travaillent, qu'elles aient des marchandises à vendre à la métropole en échange de celles qu'elle y importe.

C'est aussi le vœu du ministre actuel des colonies, ainsi que le témoigne sa récente circulaire. Mais, pour cela, il faut des agents de premier ordre. Le général Gallieni est de ceux-là.

GÉNÉRAL LAMBERT.

Le Gouverneur de Paris et la Révision

Paris, 20 septembre.

Ainsi qu'on le prévoyait, le conseil des ministres a réintégré le général Zurlinden dans ses fonctions de gouverneur militaire de Paris et de membre du conseil supérieur de la guerre; nous avions annoncé d'ailleurs, l'endemain du jour où le général Zurlinden prit le portefeuille de la guerre qu'il n'avait accepté la succession de M. Cavaignac qu'à la condition expresse de retrouver son poste, quand il quitterait la rue Saint-Dominique.

On répand ce soir le bruit que le général Zurlinden serait résolu à démissionner de nouveau, si le gouvernement pousse plus avant dans la voie où il s'est engagé, ne voulant s'associer, pas plus en qualité de gouverneur de Paris, que de ministre de la guerre, à aucune mesure se rapportant à la révision du procès Dreyfus. Il est bon de démentir ces racontars inventés dans un but facile à comprendre et de montrer à quel point ils sont invraisemblables.

L'affaire Dreyfus étant rentrée désormais dans le domaine purement judiciaire, le gouverneur militaire n'aura plus à intervenir, même si après examen de la commission consultative, fonctionnant au ministère de la justice, la cour de cassation saisie par la garde des sceaux casse l'arrêt de 1894. En effet, dans ce cas, l'affaire sera renvoyée devant un conseil de guerre autre que celui du gouvernement militaire de Paris et c'est au commandant du corps d'armée, dans la région duquel fonctionnera ce conseil de guerre qu'il appartiendra d'en désigner les membres et de signer l'ordre de mise en jugement.

Au surplus, quand bien même Dreyfus devrait être jugé une seconde fois par le conseil de guerre de Paris, le général Zurlinden n'aurait aucun motif de refuser de prendre, sur l'invitation de son chef direct, le ministre de la guerre, une mesure qui ne serait, en somme, qu'une simple formalité. Coïncidence de la culpabilité de Dreyfus, le général Zurlinden s'empresse, au contraire, l'arrêt de 1894 n'existant plus, de réunir le conseil de guerre où cette fois, sans contestation possible, si le prisonnier de l'île du Diable est réellement, comme nous n'en doutons pas, l'auteur de l'abominable crime qui lui a valu sa première condamnation.

Un rédacteur du « Daily News » prétend avoir vu Esterhazy, hier soir, à la gare de Charing-Cross, au moment où il allait partir pour Paris. Interviewé, l'ex-commandant aurait fait les déclarations suivantes dont nous laissons toute la responsabilité au journal qui les rapporte:

«Après le suicide du colonel Henry, a dit l'ex-commandant, j'ai déclaré au général de Pellieux qu'il serait impossible d'arrêter les choses et que ce mouvement serait formidable. J'ai écrit à M. Cavaignac une lettre très documentée; exposant les points saillants de l'affaire; il a refusé de me recevoir. On avait résolu ma ruine et me jetaient par-dessus bord et je résolus de fuir. Le général de Pellieux aurait dû savoir que le document du colonel Henry était faux; je lui avais dit à la cour d'assises qu'on ne pouvait rien bâtir sur un tel document, il ne m'écouta pas.

«J'ai dit au ministre qu'il y avait plusieurs officiers qui lui cachaient la vérité; je lui ai offert de le lui prouver. Il a refusé de m'écouter. Il n'y avait que trois personnes qui savaient la vérité: le colonel Sandher, le colonel Henry et moi; les deux premiers sont morts, je suis seul maintenant à connaître les secrets.

Esterhazy se plaint du traitement qu'on lui a infligé en prison; il raconte qu'il a écrit à M. Martin, commissaire

aux délégations judiciaires, qu'il ne comparait pas devant lui parce qu'il n'avait aucune confiance dans la justice et qu'il craignait d'être mis en état d'arrestation, mais M. Martin aurait sonné M. Esterhazy de comparaître sur la demande de son cousin. L'ex-commandant a confirmé qu'il avait défendu à son journal, par l'intermédiaire de son solliciteur, de publier un document qu'il lui avait remis; Esterhazy a ajouté:

«Je n'ai pas encore adopté une attitude hostile à l'égard de mon pays, ni causé de préjudice à mes anciens chefs; mon intention est de publier un livre qui fera la lumière sur l'affaire Dreyfus. M. Cavaignac a commis une erreur en me poursuivant, car du même coup il atteignait son cousin, le colonel du Pay de Cham. Le général Billot m'a déjà offert une pension de retraite, je l'ai refusée. Je ne sais pas encore si je ferai usage des documents qui sont en ma possession, cela dépendra de la marche des événements.

D'après le « Daily News », le commandant Esterhazy habitait avec un ami Saint-James palace, où il passait pour un comte italien.

Le service des renseignements

Le général du Rarail, avec une autorité que certes personne ne songe à contester, a émis un avis relativement très radical dans cette question du service des renseignements au ministère de la guerre qui, depuis les incidents Picquart, Esterhazy, Henry et consorts, préoccupe l'opinion publique.

Le général pense qu'il faut réorganiser de fond en comble ce service.

On voit que c'est catégorique et qu'il y a là un sentiment absolu des imperfections foncières de l'institution policière des services de la guerre.

Telle que l'opinion se produit, pourtant, elle nous paraît encore insuffisante en ses conclusions: ce n'est pas la modification qui s'impose, c'est la suppression pure et simple.

Le bureau des renseignements est un bureau d'espionnage, s'il faut appeler les choses par leur nom: espionnage, qui s'acquiesce aussi bien ou aussi mal, pourrait-on dire avec plus de raison — pas faits et gestes des membres de l'armée, que des questions relevant directement des intérêts de la défense nationale.

Dans le premier cas, ce rôle de surveillance, exercé par des officiers à l'encontre de leurs camarades, est vraiment odieux et on ne saurait s'étonner que quelques-uns d'entre eux qui consentent à s'en charger, l'exceptio, hâtons-nous de le dire, ne se montrent pas, en certaines occasions, pourvus de tout le sens moral qu'exige impérieusement le port de l'épaulette.

Dans le second cas, quand il s'agit de pénétrer les secrets des pays voisins, le moyen touché de très près à la publicité, car on ne saurait admettre comme bien efficace l'action de gens que l'éducation militaire a formés, tout d'une pièce, s'essayant dans un rôle qui exige des qualités de ruse, de la souplesse, de la dissimulation, et l'esprit d'intrigue très délé, toutes choses qui sont diamétralement l'opposé de ce qui se professe dans le noble métier des armes.

Ce qui s'obtient ainsi rappelle assez ce que l'on recouvre en ces mystérieux flacons rapportés par tout voyageur ayant mis pied dans les pays d'Orient: petits écus de cristal taillé à facettes, avec des incrustations d'or, bouchés à l'émeri, et par surcroît, de précaution, coiffés de cire rouge. L'homme indigne qui vous a vendu l'objet — l'or cher — vous a dit qu'il était plein d'essence de rose, parfum subtil par excellence, se volatilisant au contact de l'air.

De sorte que l'on garde religieusement le flacon bouché, se contentant de la satisfaction — platonique — que vous laissez la possession d'une substance à l'odeur exquise.

Jusqu'au jour où une mauvaise curiosité vous prend vous poussant à jeter un peu, débouché: Hélas! ce n'est que de l'huile vaguement parfumée.

C'est généralement cela, ce qui sort des officines du fameux service des renseignements, au ministère de la guerre. On dort longtemps sur la persuasion qu'il s'y distille des choses de haute valeur, si haute qu'on n'ose guère en sonder le mystère; et le jour où l'on se décide, profane, indiscret, à l'ouvrir, on se trouve comme devant le petit flacon débouché d'essence de rose.

C'est trop cher pour ce que cela vaut et le mieux est d'y renoncer.

Causerie Médicale

EMBOÛLEMENT ET OBÉSITÉ — COMMENT ON PEUT MAIGRIR SANS MÉDICAMENTS

Leobésité n'est pas ce qu'un vain peuple pense.

A force de constater que l'amaigrissement est presque toujours la conséquence des privations matérielles, des souffrances physiques ou des angoisses morales, la logique populaire, qui est plutôt simpliste et fêlée de symétrie, en conclut parfois que le contraire est vrai, c'est-à-dire que les obèses se recrutent de préférence parmi les gens heureux, bien portants et

satisfaits — comme si la polysarcie, — pour parler l'argot médical, — était l'indice d'une santé florissante et une enseigne de prospérité!

C'est une erreur. L'obésité est, tout au contraire, un phénomène anormal. Procédant d'un trouble de la nutrition, elle dénote la plénitude du temps en l'absence d'un état pathologique (arthritisme, artère-sclérose, maladies de cœur, diabète, etc.) et constitue un très mauvais cas, voire même un danger des plus sérieux, car on peut très bien mourir de gras foudroyé, sans compter les accidents graves qu'entraîne l'obésité, et dont l'apoplexie est le plus fréquent.

Les obèses ne le savent que trop. Inutile donc de prêcher des convertis, toujours en quête anxieuse de réduire un... disons infirmité, bien que ce soit une maladie, qui les navre et les fait souffrir. N'en ont, du reste, entre les innombrables moyens proposés, et dont beaucoup sont efficaces, que l'embarras du choix.

«Je n'ai jamais rencontré sur ma route, affirme le docteur M. Monin, qui est un de nos praticiens les plus expérimentés, un seul obèse irréductible.» (Les arthritiques, p. 83)

Le malheur est que, souvent, trop souvent, le remède est pire que le mal. Le régime sec, par exemple, qu'on a si biogéniquement préconisé, en outre qu'il assène le patient à un véritable martyre, ne va pas sans inconvénients: non seulement il est débilisant, et menace, par conséquent, de dépasser le but, mais en limitant au minimum l'ingestion des liquides, il risque de provoquer l'encrassement du foie et des reins, ces dégâts de l'organisme, l'épaississement du sang, partant, l'artériosclérose... Quant aux médicaments spécifiques, tels que la thyroïdine, la sagesse la plus élémentaire commande de n'en user qu'avec une prudence infinie, car ils ne sauraient convenir à tous les tempéraments. Ce sont des poisons, d'ailleurs, avec lesquels on a des chances de guérir, sans doute, mais de mourir aussi.

Il reste bien, il est vrai, la vie au grand air, l'emploi raisonné et judicieux des sports, le massage, etc., etc., que les cures thermales, etc., dont nous aurions que du bien à dire, s'il ne s'agissait pas de traitements de luxe à la portée exclusive des riches oisifs: il n'est pas donné à tout le monde d'aller à Comblanchet.

L'idéal serait un traitement sans drogues ni médicaments, sans changement d'habitudes, qui tout en chacun pourrait suivre partout, aussi bien chez soi qu'en voyage, tout en continuant de vaquer à ses affaires.

Or, il existe, ce traitement, depuis peu il est vrai. Nous le devons à la découverte d'un savant bon connu déjà par de beaux travaux, le naturaliste américain Stowe.

M. Stowe n'est pas seulement un savant avisé, un physiologiste expert. C'est aussi un audacieux explorateur. C'est précisément à ce dernier titre, au cours de ses nombreux voyages à travers bien des régions mal connues de diverses parties du monde, qu'il a découvert certaines plantes exotiques dont les sucres possèdent une telle affinité pour la graisse que les vapeurs seules ont la vertu de faire maigrir. Entre temps, il avait eu l'occasion de reconnaître que le fœtus de certains animaux est doué d'analogues propriétés.

Renté en Europe, M. Stowe alla passer quelques temps sur les côtes de Bretagne pour y étudier sur place l'action amaigrissante des fucus rodés, déjà signalés avant lui par Duchesne-Ducloux et autres, comme ne l'Elminthocorn. C'est alors qu'à la suite de minutieuses recherches et de longues expérimentations, il a réussi, en combinant les fruits de ses diverses observations, à créer le produit qui porte son nom: «Eau déperditrice Stowe», qui a produit une grande sensation dans le monde savant et parait appelée à provoquer une véritable révolution dans la thérapeutique de l'obésité.

«L'eau déperditrice Stowe» n'est pas un médicament, en ce sens qu'il n'est point besoin de la boire. Mais il n'empêche que c'est un remède souverain et absolument merveilleux: elle agit par lotions, ou mieux — et tout simplement — par évaporation.

Il suffit, le soir, et ce couchant, d'en verser quelques gouttes dans un petit appareil baptisé «Évaporateur Stowe», de la forme et du format de la moitié d'une orange, qu'on glisse, entre les draps, au fond du lit. Il n'en faut pas davantage pour obtenir, sans autre peine que celle d'invoquer Morphée, toujours prêt à répondre, hélas! à l'appel des obèses. La consigne est de rouler, et l'amaigrissement ainsi que la santé vous vient aussi comme qui dirait par l'opération du Saint-Esprit, en dormant.

Ceci n'est ni une chimère, ni une mystification, ni même un paradoxe. Des effets aussi merveilleux, si surprenants qu'ils paraissent, s'expliquent fort bien, scientifiquement parlant.

Les vapeurs de l'Eau déperditrice, dont nous avons indiqué tout à l'heure, à grandes lignes, la genèse et la composition, possèdent, redisons-le, une telle affinité pour la graisse qu'elles se jettent littéralement, à travers la peau, par osmose, sur les tissus adipeux, qu'elles ont tôt fait de fondre et d'embarquer en entraînant les autres. N'est-ce pas de la même façon que, dans le laboratoire, on isole d'une combinaison tel élément chimique, au moyen d'un réactif approprié, qui,

sans actions sur les autres éléments, ne dissout que celui-ci? N'est-ce pas de la même façon qu'opère la fameuse tuberculine de Koch, qui, une fois introduite dans l'économie, va tout droit se fixer sur les tissus tuberculeux, à l'exclusion de tous autres?

Il en est si bien de même pour l'Eau déperditrice Stowe, que si deux personnes, l'une grasse et l'autre maigre, couchées dans le même lit, s'exposent ensemble à ses émanations, la première seule est heureusement influencée, tandis que la seconde n'en ressent, faute de tissu adipeux à perdre, aucun effet.

Désormais, voilà l'obésité vaincue, et l'association des Cent Kilo n'a qu'à se b en tenir. Il faudra, pour survivre, qu'elle le fasse exprès!

Depuis quelque temps déjà, j'ai eu l'occasion de recommander bien des fois la découverte du savant américain pour des cas d'obésité anciens, rebelles, ayant résisté à toutes les médications, et je dois avouer que je n'ai pas encore rencontré un seul insuccès.

Je considère aujourd'hui l'Eau déperditrice Stowe comme constituant un traitement infaillible, idéal comme emploi, très peu coûteux, rapide, et, ce qui est mieux, d'une innocuité absolue. Elle a obtenu, d'ailleurs, l'approbation de la Société de Médecine de France.

Ceux des lecteurs de ce journal qui se sentent une propension à grossir ou qui, hélas! sont déjà envahis par l'obésité, peuvent aller voir ou écrire à M. Stowe, de mapat, 9, rue Montesquieu, à Paris, ou il est encore pour quelque temps; il leur fournira gratuitement le moyen de devenir promptement minces, sveltes et... petits po de.

DR. LOUIS BREMONT.

ARAIGNÉE DU SOIR...

Petit être humble et grêle, j'aime la toile frêle. Que tu tisses le soir, Où la mouche importune Et la mauvaise fortune Ensemble viendront choir.

Quand mes regards l'atteignent, Les fils réseaux te teignent Des roses du couchant; Car alors, ô toi surprise! L'homme qui te méprise Y trouve espoir touchant.

Et c'est, là, chose drôle, Qu'au soir quand on se frôle, Les chagrins soient bannis Par les fines dentelles Dont parfois tu mantelles Nos murs soudain bénis!

Qu'il soit futile, absurde même, C'est un dicton naïf que j'aime... C'est si bon d'espérer un peu! Mais pourquoi, vers l'aube jolie, Annonces-tu un malheur? Malgré l'ivresse du ciel bleu...

Tout à tour désirée, honnie, Tu résumes bien l'ironie Des vœux de notre cœur léger; Qu'importe, tant qu'il est en vie, D'admirer à l'aube, au soir envie, Pour le seul charme de changer!

Selon l'heure de ton présage, Mon-même assombrir mon visage Ou te ris sans savoir pourquoi. Petit être muet et sage, Redis l'espérance à ton passage... Sans jamais me demander qu'il soit.

Septembre 1898.

La Réorganisation DES CONSEILS DE GUERRE

Paris, 19 septembre.

Nous avons annoncé, il y a quelque temps, que prenant texte des événements actuels et des irrégularités qui paraissent avoir été commises au cours du procès Dreyfus, un certain nombre de députés allaient demander à la rentrée la réorganisation des conseils de guerre.

Sans parler de ceux qui réclament la suppression totale des tribunaux militaires, nous disions que la Chambre serait saisie d'une proposition ayant pour objet d'instituer des juges militaires de carrière formant un corps spécial recruté soit par voie de concours, soit au moyen d'une école de droit militaire, analogue à l'école de santé militaire de Lyon et dans lequel seraient pris les juges-commissaires du gouvernement et rapporteurs près les conseils de guerre qui jugeraient avec ou sans l'assistance du jury.

D'autres propositions du même genre seraient déposées à l'ouverture de la session extraordinaire; l'une, ayant pour auteur M. Mirman, tend à soumettre à la juridiction civile les militaires inculpés de crimes ou délits de droit commun, les conseils de guerre subsisteraient, mais n'auraient plus à juger que les fautes contre la discipline.

Dans le premier cas, c'est le Code d'instruction criminelle et le Code pénal qui seraient applicables; dans le second cas, le Code de justice militaire, mais avec des pénalités beaucoup moins rigoureuses que celles qu'il édicte aujourd'hui. C'est ainsi que la peine de mort ne serait plus applicable en

temps de paix, même pour les fautes les plus graves, telles que, par exemple, les voies de fait envers un supérieur. La proposition de M. Mirman vise donc à la réorganisation de conseils de guerre et réforme du Code de justice militaire en vigueur depuis 1857.

De son côté, M. Pierre Richard reprendra deux propositions de loi qu'il avait déposées dans les derniers mois de l'année 1897, mais qui depuis sont devenues caduques, la Chambre n'ayant pas eu le temps de l'examiner avant la fin de la législature; la première de ces propositions vise, elle aussi, la modification du Code de justice militaire; la seconde est relative au régime des compagnies de discipline, au recrutement et à l'organisation des bataillons d'infanterie légère d'Afrique et à l'application facultative aux condamnés des conseils de guerre permanents en temps de paix de la loi du 26 mai 1891, dite loi de suris ou loi Béranger.

Toutes ces propositions seront renvoyées à la commission de l'armée qui sera invitée à les rapporter sans délai, afin que la Chambre soit en mesure de les discuter le plus promptement possible en séance publique.—T.

La question du désarmement

Paris, 19 septembre.

On sait que le correspondant pétersbourgeois du «Times» prétend avoir appris d'une façon certaine que l'origine de la proposition de désarmement du tsar devait être surtout attribuée aux relations suscitées dans l'esprit de ce monarque par l'examen des conclusions d'un travail considérable sur la guerre de l'avenir que lui aura soumis un richissime ex-banquier israélite au cours d'une audience particulière dans laquelle ce dernier se plaignait que le ministre de l'intérieur ne voulait pas lui octroyer la permission d'imprimer cet ouvrage. L'ex-banquier aurait également appelé l'attention du tsar sur la malheureuse condition des Juifs en Pologne, sans toutefois que le souverain eût cru devoir faire aucune espèce d'observation à ce sujet, tandis qu'il se serait entretenu longuement avec son interlocuteur des effroyables charges que l'état de paix armée faisait peser sur les peuples et des pertes énormes que la société subissait de ce fait.

La «Gazette de Francfort» dit que l'interlocuteur du tsar, en cette circonstance, fut un M. Bloch, aussi connu à Berlin qu'à Pétersbourg; une fille de M. Bloch a épousé le député polonais Koscielski, dont le nom a souvent été prononcé dans ces temps derniers et qu'autrefois l'empereur Guillaume ter écoutait volontiers.

NOS ECHOS

Teatro Chilis

Compañía Francesa de comedias y vaudeville—Dirección: L. Forlet.

Días de función: Jueves, Sábado y Domingo.

JUEVES 20

Comedia en 3 actos por Ernest Blum y Raoul Toché, «Madame Mongodin».

A las 8 1/2 en punto.

Quelques fabricants de tabacs on «fumés» dans les grandes largeurs la fice et la police, mais celle-ci a pris sa revanche, et les faussaires d'estampilles sont à l'ombre. Cette fraude n'est qu'une bicoque, si on la compare à celle que la police argentine a découverte à Rosario de Santa Fé, opérée par M. M. Tostoni, Chesa et Cie et dont la spécialité était les cigares italiens. Après une enquête minutieuse et la découverte de preuves irréfutables, la fraude pour le fisc s'élève à 17000 piastres et l'amende étant dix fois cette somme ces infortunés manipulateurs faussaires devront cracher 170000 piastres.

Pour cette fois, c'est la police qui fume, et eux qui...

El Siglo.

—Pour avoir enfreint le règlement des théâtres et spectacles publics la police a mis à l'amende les propriétaires du théâtre O'Leon et San Carlinio et aussi le propriétaire d'un édifice qu'on bâtit Orillas del Plata entre Municipio et Defensa pour ne pas avoir demandé la permission.

C'est elle qui fume encore... —C'est chose décidée, le colonel Flores va être rappelé. Il a reçu avant-hier le montant de deux mensualités.

On dit qu'il revient complètement dégoûté des messieurs du collectivisme.

Ce n'est pas eux qui se seraient fendus de deux mois pour payer des services. En promesses, oui, et ils n'en étaient pas avarés. Alors ma foi, le colonel aura rêléchi... mais il a tardé un peu, entre nous soit dit.

—Passons aux contributables: il est bon de les prévenir qu'à partir du 1er novembre prochain la révision des impôts aura lieu dans tous les départements de Montevideo. C'est déjà décreté il n'y a pas moyen de l'éviter.

rien», mêm' quand j'étais une pauvre petite chose bouleversée et meurtrie dans les bras de Paul, je fus tout de suite amoureuse. Quelques-unes de mes amies, si je leur disais cela, comprendraient que je fus libertine; rien ne ressemblerait moins à la vérité. Ce que j'éprouvai—tout de suite—à être la femme de Paul fut une sensation délicieuse d'abnégation de m-i, de remise de ma vol-nté à une autre volonté, de ma pensée à une autre pensée, de mon corps à un autre corps...

Une feuille dans un fort tourbillon de vent, si elle aimait ce vent qui l'entraîne, serait la fidèle image de Cécile Roynaud durant les chers dix-huit mois. Grâce à cet état bienheureux, comprenez que, pour ladite Cécile, «tout était joie. Joie de regarder son mari. Joie de le voir s'habiller, prendre son thé, fumer une cigarette. Délire de s'appuyer sur son bras. Extase d'être étendue à ses